



# LA QUINZAINÉ D'ALGERIE

Service économique régional d'Alger

Presse du 1<sup>er</sup> au 15 février 2020

*La « Quinzaine d'Algérie » est une revue de presse bimensuelle qui reprend les principales informations à caractère économique parue dans la presse algérienne*

## **BAD** **Perspectives** **économiques en** **Afrique**

Selon le rapport « Perspectives économiques en Afrique 2020 » publié par la Banque Africaine de Développement (BAD), la croissance économique en Algérie devrait rester stable et atteindre 2,2% en 2020 et 1,8% en 2021. La BAD rappelle que ladite croissance s'est établie à 1,4% en 2018 et à 2,3% en 2019.

Il est souligné que l'évolution de la croissance s'accompagne d'une diminution de la part des hydrocarbures dans le PIB qui est passée de 44,3% en 2005, à 34,2% en 2012 et à 19,7% en 2017. Malgré cette diminution, l'institution indique que l'économie algérienne continuera à être dépendante et vulnérable aux prix du pétrole et du gaz (96% des recettes des exportations en 2017). Elle sera de plus « freinée en 2019 et 2020 par la forte baisse des dépenses publiques d'investissement et l'incertitude politique »

Par ailleurs, la remontée du prix du baril observée depuis 2018 (à environ 70 dollars) ne suffit pas à combler les déficits qui nécessiteraient un baril à 103 dollars, selon une analyse du Fonds Monétaire International (FMI) pour atteindre l'équilibre.

« Les déficits budgétaires et courant sont passés de 7,0% et 9,6% du PIB respectivement, à 7,9% et 12,6%. Le Fonds de Régulation des Recettes (FRR), fonds de stabilisation du pétrole, qui finançait le déficit budgétaire s'est épuisé en 2017 ».

La dette extérieure reste négligeable (moins de 2% du Produit Intérieur Brut (PIB)) mais la dette intérieure hors garanties est passée de 7,2% du PIB en 2015 à plus de 26% en 2018.

L'inflation reste maîtrisée et est passée de 4,3% en 2018 à 2% en 2019 (estimations).

Le taux moyen de change est passé de 77,6 DZD pour un dollar en 2012 à 120 DZD en 2019, et le marché parallèle offre une prime de change d'environ 60%.

Les réserves de changes sont passées de 114,1 Mds USD (22,5 mois d'importations) à la fin de l'année 2016, à 79,8 Mds USD (16 mois d'importation) à la fin de l'année 2018.

Concernant le financement non conventionnel « de la mi-novembre 2017 à avril 2019, elle (l'Algérie) a mobilisé 55 Mds USD, soit l'équivalent de 32% du PIB de 2018 ».

*(LIBERTE)*

<p><b>OPEP</b></p>	<p>Les cours du pétrole se sont effondrés le 03 février 2020 pour atteindre un niveau historiquement bas de 55 usd/baril. Ceci en raison de la panique des marchés et le tiraillement des investisseurs devant la propagation du coronavirus.</p> <p>Par ailleurs, à l'issue d'une réunion extraordinaire du Comité technique de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) qui s'est tenue les 04 et 05 février à Vienne, il a été recommandé de prolonger l'accord actuel de réduction de la production jusqu'à la fin de l'année en cours, et de procéder à une réduction additionnelle jusqu'à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre. Selon le ministre de l'Energie, ces recommandations font suite aux répercussions de l'épidémie de Coronavirus qui « a un effet négatif sur la demande pétrolière et sur les marchés pétroliers ».</p> <p>Enfin, le ministre a fait état de pourparlers en cours entre les ministres du pétrole des pays membres de l'OPEP et producteurs non membres pour la mise en œuvre de ces recommandations.</p> <p><b><u>Pour rappel</u></b> : L'Algérie préside l'Organisation pour l'année 2020.</p> <p style="text-align: right;"><i>(LIBERTE – HORIZONS – APS)</i></p>
<p><b>Banque d'Algérie Réserves de change</b></p>	<p>Selon le Gouverneur de la Banque d'Algérie, les réserves de change de l'Algérie sont passées de 97,33 Mds USD à la fin 2017, à 79,88 en 2018, et à 72,6 Mds USD à la fin du mois d'avril 2019, pour atteindre 62 Mds USD actuellement.</p> <p>Selon les prévisions officielles, même avec le recul attendu du déficit de la balance de paiements, l'encours des réserves de changes devra connaître une nouvelle contraction de l'ordre de 10 Mds USD pour s'établir à 51,6 Mds USD à la fin de l'année 2020, soit l'équivalent de moins d'une année et demie d'importations.</p> <p style="text-align: right;"><i>(LIBERTE)</i></p>
<p><b>Conseil des ministres</b></p>	<p>Lors du Conseil des ministres du 6 février, le président de la République a déclaré « donner la priorité absolue à la transformation des matières premières nationales au lieu de leur exportation systématique en brut, au regard de leur rôle en matière de création de richesses et d'emplois ». Ces projets pourront bénéficier d'un financement « pouvant atteindre 90% » et de la « priorité dans l'octroi du foncier agricole ».</p> <p>Il a par ailleurs instruit le gouvernement d'octroyer des avantages fiscaux aux entreprises créatrices d'emplois et d'accélérer la numérisation du système fiscal afin d'« éradiquer les fléaux de l'évasion fiscale et de la contrebande ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(L'EXPRESSION – EL MOUDJAHID)</i></p>
<p><b>Plan d'action du Gouvernement</b></p>	<p>Enfin, le plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République a été adopté par l'Assemblée Populaire Nationale (APN). Sur le plan économique, il se focalise sur « le triptyque d'un renouveau économique basé sur la sécurité alimentaire, la transition énergétique et l'économie numérique », et devra permettre la mise en place d'une « cartographie nationale d'investissement ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL MOUDJAHID – APS)</i></p>
<p><b>Plan d'action du Gouvernement Fiscalité pétrolière</b></p>	<p>Selon le plan d'action du Gouvernement, la fiscalité pétrolière recouvrée en 2019 a atteint 2 667 Mds DZD (≈ 22,04 Mds USD), alors que le recouvrement de la fiscalité ordinaire a permis d'enranger 3 110 Mds DZD (≈ 25,70 Mds USD). Le recouvrement fiscal global au titre de l'année 2019 a ainsi atteint 5 777 Mds DZD (≈ 47,74 Mds USD).</p> <p>La production pétrolière de l'Algérie a atteint 1,023 million de barils par jour (Mbj) en 2019, en baisse de 17 000 par rapport à la production moyenne de 2018 (1,040 Mbj).</p> <p style="text-align: right;"><i>(ALGERIE ECO)</i></p>

<p><b>Plan d'action du Gouvernement</b> <b>Pouvoir d'achat</b></p>	<p>Le Premier ministre a affirmé que le Gouvernement s'emploiera à l'amélioration du pouvoir d'achat du citoyen à travers l'augmentation du Salaire National Minimum Garanti (SNMG) et ce, après une « large concertation » avec les différents acteurs et partenaires sociaux.</p> <p>Ainsi, à travers le plan d'action, le Gouvernement prévoit des allègements fiscaux au service des couches moyennes et défavorisés ainsi qu'au profit de l'investissement, tout en durcissant la lutte contre la fraude fiscale et en renforçant les attributions des institutions de contrôle financier.</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL MOUDJAHID – APS) (APS)</i></p>
<p><b>Plan d'action du Gouvernement</b> <b>Equilibre de la balance des paiements</b></p>	<p>Le projet de plan d'action du Gouvernement compte rétablir l'équilibre de la balance des paiements par : 1) la réduction des importations improductives, 2) la protection des produits dont la demande est satisfaite par la production locale, et 3) la promotion des exportations hors hydrocarbures.</p> <p>Ainsi, le Gouvernement engagera une profonde évaluation et révision des accords de libre-échange existants, notamment l'accord d'association avec l'Union Européenne. Il sera par ailleurs procédé à la définition des critères pour la conclusion de nouveaux accords commerciaux préférentiels, la finalisation de l'adhésion de l'Algérie à la ZLECAF, et l'évaluation du processus d'accession de l'Algérie à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>
<p><b>Plan d'action du Gouvernement</b> <b>Energie</b></p>	<p>Le plan d'action du Gouvernement consacre un volet important à l'énergie lequel prévoit une intensification des opérations d'exploration et une orientation vers l'exploitation de nouveaux gisements en vue de découvrir de nouvelles réserves et développer les industries manufacturières.</p> <p>En outre, il a été rappelé l'accent mis sur l'impératif de développer les industries manufacturières et d'« augmenter les capacités de raffinage de 27 millions de tonnes par an actuellement à 35 millions de tonnes par an d'ici 2024, pour répondre à la demande nationale en matières pétrolières et mettre un terme à l'importation dans ce domaine ».</p> <p>Par ailleurs, rappelant que l'espace minier national s'élève à 1,5 millions de km<sup>2</sup> pour un taux d'exploitation de 40% seulement, il a été affirmé que la Sonatrach sera soutenu pour se lancer dans l'exploration de nouveaux gisements en partenariat avec des firmes étrangères spécialisées.</p> <p>Enfin, s'agissant de l'exploitation des énergies non conventionnelles, y compris le gaz de schiste, il a été indiqué que la phase actuelle était celle de la réflexion et de la mise au point d'une stratégie efficace afin de préserver l'environnement.</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL MOUDJAHID – APS)</i></p>
<p><b>Plan d'action du Gouvernement</b> <b>EnR</b></p>	<p>Le plan d'action du Gouvernement vise l'intensification des efforts de prospection et de production des hydrocarbures, tout en diversifiant les sources à travers un programme de développement des énergies renouvelables (EnR) permettant la production de 15 000 MW électricité à l'horizon 2035 dont 4 000 MW d'ici 2024. La réalisation de ces capacités permettant d'économiser 240 milliards de m<sup>3</sup> de gaz naturel et d'éviter ainsi l'émission de 200 millions de tonnes de CO<sup>2</sup>, ainsi que le développement effectif d'un tissu de PME sur l'ensemble de la chaîne de valeur des composants dédiés aux énergies renouvelables.</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL MOUDJAHID – APS)</i></p>
<p><b>Plan d'action du Gouvernement</b></p>	<p>Le plan d'action du Gouvernement prévoit la création, durant l'année en cours, d'une banque spécialisée dédié au financement de l'Habitat et d'un fonds d'investissement des PME et des start-up.</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL MOUDJAHID – APS)</i></p>

<p><b>Plan d'action du Gouvernement Secteur financier</b></p>	<p>Selon le plan d'action du Gouvernement : « les institutions bancaires et d'assurances seront encouragées à diversifier leurs offres de financement par la dynamisation du marché du crédit, la généralisation des produits financiers et le développement du marché obligataire. Elles seront incitées à déployer les moyens nécessaires pour une large inclusion financière afin d'encourager l'épargne et s'assécher les liquidités prospérant hors circuit bancaire et les canaliser vers les activités formelles ».</p> <p>Evoquant le renforcement des capacités de l'Etat en matière d'outils d'aide à la décision, le plan prévoit de finaliser l'étude stratégique « Vision Algérie 2035 » destinée à servir de cadre référentiel fondamental pour les différents secteurs.</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL MOUDJAHID – APS)</i></p>
<p><b>PLFC 2020</b></p>	<p>Le Premier ministre a indiqué que le Gouvernement s'orientait vers l'élaboration d'un Projet de Loi de Finances (PLFC) 2020 en vue d'annuler « des dispositions fiscales injustes » contenues dans la Loi de Finances (LF) 2020.</p> <p>Il a expliqué, dans ce cadre, qu'en vertu de ce PLFC, « des dispositions fiscales injustes envers les salariés exerçant au Sud et certaines professions libérales seront annulées ». Des dispositions qui tendaient « à semer la confusion ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>
<p><b>FCE Situation économique Alerte</b></p>	<p>Dans un communiqué rendu public, le Forum des Chefs d'Entreprises (FCE) dit constater « avec inquiétude la dégradation de la situation des entreprises nationales publiques et privées et exprime sa préoccupation quant à l'avenir de leur situation et de celle de leurs employés ». L'Organisation souligne que cette dégradation « s'est accentuée au cours des derniers jours selon les déclarations des entreprises » en citant ENIEM, Condor, IRIS, Sacomi-Thomson, BYA Electronics, Brandt, Starlight et Géant.</p> <p>Le Forum pointe du doigt la note du 30 septembre 2019 de l'Association des Banques et Etablissements Financiers (ABEF) qui concerne notamment l'obligation du différé de paiement ainsi que le blocage des autorisations d'approvisionnements en kits et collections pour les filières électroménager et téléphonie mobile, ce à quoi il faut ajouter les homologations des produits par l'autorité de régulation ARPCE.</p> <p><b><u>Pour information</u></b> : Le communiqué du FCE intervient suite à l'annonce par Condor et ENIEM de libérer plusieurs milliers de travailleurs et la préparation de plans sociaux pour mettre d'autres travailleurs au chômage technique.</p> <p><b><u>Pour rappel</u></b> : En novembre 2019, le FCE avait alerté des risques de l'arrêt de plusieurs unités de production qui engendrerait la mise au chômage de milliers d'employés, l'augmentation de la facture d'importation, la pénurie des produits et son impact « certain » sur l'inflation et les prix auprès du grand public.</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL WATAN – APS)</i></p>
<p><b>Associations de protection du consommateur Pouvoir d'achat Alerte</b></p>	<p>Les associations de protection du consommateur ont tiré la sonnette d'alarme quant à la hausse des prix des produits manufacturés de consommation courante. Elles estiment que les prix étaient trop élevés ces dernières semaines par rapport à ceux pratiqués par les opérateurs économiques. Les associations rappellent que la Taxe sur l'Activité Professionnelles (TAP) a été revue à la hausse par la Loi de Finances 2020, mais que cette hausse ne justifie pas l'augmentation des prix étant donné que son application a été suspendue par instruction du président de la République.</p> <p>Les experts du marché et de l'activité commerciale confirment que le pouvoir d'achat des algériens a nettement régressé. Même si l'Office National des Statistiques (ONS) souligne que le citoyen consacre 42% de son budget mensuel à l'alimentation, cette somme reste restreinte aux produits les plus rudimentaires.</p> <p style="text-align: right;"><i>(EL WATAN)</i></p>

<p><b>Investissements</b> <b>Loi</b> <b>Révision</b></p>	<p>Le ministre de l'Industrie et des Mines a relevé la nécessité de revoir les lois régissant l'investissement afin d'assurer une meilleure attractivité des investisseurs nationaux et étrangers, avec la suppression des exonérations fiscales et douanières injustifiées. Ces mesures interviendront « avant l'été ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(L'EXPRESSION)</i></p>																
<p><b>DGI</b> <b>DGB</b> <b>Nominations</b></p>	<p>Mme. Amel Abdelatif a été désignée Directrice Générale des Impôts (DGI), en remplacement de M. Kamel Aissani. Mme. Abdelatif occupait jusque-là le poste de sous-directrice du Contentieux au sein de la même direction.</p> <p>Par ailleurs, M. Abdelaziz Faïd a été nommé à la tête de la Direction Générale du Budget (DGB), en remplacement de M. Farid Bekka.</p> <p style="text-align: right;"><i>(TSA ALGERIE – APS)</i></p>																
<p><b>Hydrocarbures non conventionnelles</b></p>	<p>Selon le ministre de l'Énergie, l'Algérie est en phase d'évaluation de ses réserves en hydrocarbures non conventionnelles, dont le gaz de schiste, tout en veillant à la formation des cadres et des travailleurs pour mieux maîtriser les nouvelles technologies appliquées y afférentes.</p> <p><b>Pour rappel</b> : L'Algérie est classée 3<sup>ème</sup> au monde en termes de réserves de gaz de schiste.</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>																
<p><b>Industrie automobile</b></p>	<p>Interrogé sur le montage des voitures en Algérie, le ministre de l'Industrie et des Mines a indiqué qu'il « était temps de supprimer les exonérations douanières et les avantages fiscaux accordés aux monteurs et de mettre fin au monopole ». « Ces exonérations coûtent au Trésor des montants et réduisent les réserves de change sans concrétiser une véritable industrie ».</p> <p>Par ailleurs, il a annoncé la libération des conteneurs de kits CKD/SKD destinés aux usines de montage, bloqués dans les ports depuis avril 2019. Cette mesure « d'urgence » concerne tous les kits importés par le biais des banques et dont les coûts d'importation ont été payés, en attendant le recouvrement de frais de transport.</p> <p>Enfin, il a rappelé que les opérateurs concernés par les activités de montage seront prochainement soumis à de nouveaux textes juridiques en vue d'encadrer cette activité au niveau local.</p> <p style="text-align: right;"><i>(L'EXPRESSION - APS)</i></p>																
<p><b>Agriculture Production</b></p>	<p>Selon le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, la valeur de la production agricole nationale est passée de 3 281 Mds DZD (≈ 27,11 Mds USD) en 2018 à 3 482 Mds DZD (≈ 28,77 Mds USD) en 2019, soit en hausse de 6,1%. Cette hausse est le résultat d'une forte augmentation des quantités produites et de la hausse des prix de certains produits agricoles.</p> <table border="1" data-bbox="416 1547 1481 1760"> <thead> <tr> <th colspan="4"><b>Evolution de la production de certains produits</b></th> </tr> <tr> <th><b>Produit</b></th> <th><b>Viandes blanches</b></th> <th><b>Blé dur</b></th> <th><b>Pomme de terre</b></th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2018</td> <td>5,4 Mqx</td> <td>31,78 Mqx</td> <td>46,5 Mqx</td> </tr> <tr> <td>2019</td> <td>5,6 Mqx</td> <td>21,1 Mqx</td> <td>50,2 Mqx</td> </tr> </tbody> </table> <p>Par ailleurs, la part de la valeur ajoutée du secteur agricole dans l'économie nationale s'est établie à 12,4% à la fin 2019 et à 16,2% hors hydrocarbures.</p> <p>Enfin, durant le quinquennat 2015-2019, le taux de croissance agricole moyen a atteint 3,1% : La croissance enregistrée concernait les légumes (3%), les viandes blanches (4,18%), les viandes rouges (1,4%), les légumineuses (8%), l'olive (12,5%), les dattes (4%) et les tomates industrielles (8,6%).</p> <p style="text-align: right;"><i>(LE JEUNE INDEPENDANT)</i></p>	<b>Evolution de la production de certains produits</b>				<b>Produit</b>	<b>Viandes blanches</b>	<b>Blé dur</b>	<b>Pomme de terre</b>	2018	5,4 Mqx	31,78 Mqx	46,5 Mqx	2019	5,6 Mqx	21,1 Mqx	50,2 Mqx
<b>Evolution de la production de certains produits</b>																	
<b>Produit</b>	<b>Viandes blanches</b>	<b>Blé dur</b>	<b>Pomme de terre</b>														
2018	5,4 Mqx	31,78 Mqx	46,5 Mqx														
2019	5,6 Mqx	21,1 Mqx	50,2 Mqx														

<p><b>Agriculture Irrigation</b></p>	<p>Le Directeur Général de l’Institut National des Sols, de l’Irrigation et de Drainage (INSID) a appelé les agriculteurs à se préparer à lutter contre une éventuelle « sécheresse agricole » dans le pays par le recours à l’irrigation complémentaire.</p> <p>« Le secteur a arrêté une panoplie de mesures pour répondre aux besoins des agriculteurs en matière d’irrigation complémentaire durant les mois à venir, où une situation de « sécheresse agricole » (et non de sécheresse météorologique) est prévu en cas de retard des pluies au cours du mois de février courant ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p><b>Céréales Production Importations</b></p>	<p>Selon un communiqué de l’Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic), la campagne céréalière 2018/2019 a enregistré une hausse. Celle-ci devrait atteindre un niveau « historique » de 20,2 millions de quintaux (Mqx) de blé dur, 3,6 Mqx d’orge et 3,3 Mqx de blé tendre.</p> <p>Par ailleurs, il est relevé que les mesures de rationalisation des importations ont permis à l’Algérie d’économiser plus de 1 Md USD d’importation. Ainsi, il est souligné qu’aucune importation d’orge n’avait eu lieu depuis février 2019, de blé dur depuis avril 2019 et que les importations de blé tendre avaient chuté de 18% en quantité en 2019 par rapport à 2018.</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>
<p><b>Blé tendre Achat</b></p>	<p>L’Algérie vient d’acheter 660 000 tonnes de blé, dont une grande partie d’origine française, suite à un appel d’offres lancé récemment. Cette quantité vient s’ajouter aux 450 000 tonnes de blé commandés en janvier 2020 pour chargement en mars.</p> <p><b>Pour rappel :</b> Le Gouvernement avait décidé en novembre 2019 de plafonner les importations de céréales au vue de « l’amélioration de la production locale » et avait défini les besoins réels du marché national à 4 Mt/an, contre 6,5 Mt/an, dont 4,6 Mt/an de blé importés de France, durant la campagne 2018-2019.</p> <p style="text-align: right;">(EL WATAN)</p>
<p><b>Entreprises algériennes Sonatrach Naftal Saidal PDG</b></p>	<p>Plusieurs entreprises publiques ont vu leurs Président Directeur Général (PDG) démis de leurs fonctions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ M. Chikhi pour le groupe Sonatrach, nommé en novembre 2019, remplacé par M. Toufik Hakkar.</li> <li>➤ M. Belkacem Harchaoui pour le groupe Naftal, filiale du groupe Sonatrach. L’interim a été confié à M. Kamel Benfriha, Directeur de la division GPL au sein de cette filiale de Sonatrach.</li> <li>➤ M. Mohamed Nouas pour le groupe Saidal. L’intérim est assuré par Mme. Dalila Akacem, pharmacienne directrice technique chez le même groupe.</li> </ul> <p style="text-align: right;">(APS - ALGERIE 360 - CAPALGERIE)</p>
<p><b>Entreprise algérienne Sonatrach Nouveau PDG</b></p>	<p>Le nouveau président-directeur général de Sonatrach, M. Toufik Hakkar, a présenté les grandes lignes du plan d’action du groupe.</p> <p>Il a indiqué que la première mission de Sonatrach est de satisfaire les besoins du marché national et de contribuer au développement socio-économique du pays. La deuxième est de faire du groupe une « référence internationale en matière d’hydrocarbures », notamment via la valorisation des ressources à travers le développement des industries pétrochimiques et manufacturières. La troisième est d’élargir les périmètres de prospection et d’exploitation des gisements énergétiques onshore et offshore. Enfin, la quatrième mission du groupe est de répondre aux besoins croissants du marché national, « sans négliger les engagements pris avec les clients étrangers [...] et ce dans l’objectif de préserver nos marchés traditionnels au niveau international notamment en ce qui concerne le gaz naturel et l’accès à de nouveaux marchés ».</p> <p style="text-align: right;">(APS)</p>

<p><b>Entreprise algérienne Sonatrach Emprunts</b></p>	<p>La compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach a sollicité des crédits de 250 MUSD pour les besoins de maintenance et de l’approvisionnement en pétrole de la raffinerie d’Augusta (Italie), acquise en décembre 2018.</p> <p>« Le cabinet Allen &amp; Overy Paris a conseillé The Arab Petroleum Investments Corporation (APICORP), une institution financière multilatérale de développement, dans le cadre de deux facilités de crédit d’un montant de 250 MUSD qu’aurait sollicités Sonatrach Petroleum Investment Corporation (SPIC), filiale de Sonatrach ».</p> <p>La facilité de préfinancement bilatérale d’un montant de 100 MUSD a pour objet de financer la maintenance de la raffinerie de Sonatrach Raffineria Italiana, situé à Augusta. La facilitée syndiquée lettre de crédit d’un montant de 150 MUSD est utilisable pour financer l’acquisition de pétrole brut par Sonatrach Raffineria Italiana auprès de Saudi Aramco.</p> <p style="text-align: right;"><i>(TSA ALGERIE)</i></p>
<p><b>Entreprise algérienne Kia Motors Cessation d’activité</b></p>	<p>Selon le site AutoAlgérie qui cite un communiqué, Gloviz confirme la « cessation des activités de l’usine et ce jusqu’à nouvel ordre » tout en expliquant que cette décision intervient suite à la dégradation du climat après la décision prise par la direction « d’appliquer un temps de travail partiel, comme le permet l’article exécutif n° 09.94 et autorisant les entreprises à prendre ce type d’initiative ». Une initiative que Gloviz explique comme « ultime solution pour sauvegarder les emplois au sein de l’unité de Batna, en attendant une amélioration de la situation ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(AI)</i></p>
<p><b>Entreprise algérienne Algérie Télécom Arbitrage international</b></p>	<p>Selon le ministère de la Poste et des Télécommunications, l’affaire en arbitrage, auprès de la Cour Permanente d’Arbitrage (CPA) de La Haye, opposant l’Etat algérien à la société italienne Consutel Group SPA In Liquidazione, a été sanctionnée par une sentence finale en faveur de l’Etat algérien.</p> <p>Le tribunal arbitral « a rejeté l’ensemble des demandes de la partie plaignante (société Consutel), dont un montant s’élevant à 408,880 MUSD en guise de réparations requises pour cause de présumés dommages subis, en estimant que les agissements d’Algérie Télécom ont rendu sa situation économique inconfortable, ce qui aurait causé la faillite de la société SPECCOM et de son entreprise mère Consutel ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>
<p><b>Entreprise anglaise British Petroleum</b></p>	<p>Selon le ministre de l’Energie, la compagnie pétrolière britannique British Petroleum (BP) a fait part, dans un courrier officiel adressé à son ministère, de « son intérêt pour la reprise de l’investissement dans le secteur des hydrocarbures en Algérie ». Il a assuré que « BP n’a fait aucune demande de cession de ses parts dans le champ de Tiguentourine à In Amenas (Illizi) ».</p> <p style="text-align: right;"><i>(APS)</i></p>
<p><b>Algérie - Tunisie</b></p>	<p>Le président de la République tunisienne a effectué une visite d’Etat en Algérie, à l’invitation du président de la République algérienne.</p> <p>Pour information : Selon les Douanes, les exportations algériennes vers la Tunisie se sont établies à 1 Mds USD au cours des 11 premiers mois de l’année 2019, en hausse de 13% par rapport à la même période 2018. Par ailleurs, les importations algériennes depuis la Tunisie, ont avoisiné 400 MUSD, en hausse de 3,7% rapport à 2018.</p> <p>D’après les données du Centre National du Registre de Commerce (CNRC), 763 entreprises tunisiennes opèrent en Algérie dans divers secteurs, notamment l’industrie, les services, l’ingénierie, les TIC, la distribution et la communication.</p> <p style="text-align: right;"><i>(HORIZONS - EL MOUDJAHID – APS)</i></p>

**Justice**  
**Homme d'affaires**  
**Benamor**

Le PDG du groupe Benamor, M. Laid Benamor, ainsi que son frère Réda a comparu le 12 février, devant le juge d'instruction près du tribunal de Sidi M'Hamed. Ils ont été placés en détention provisoire.

18 autres personnes, dont deux anciens ministres et d'anciens cadres du ministère de l'Industrie et des Mines, ainsi qu'un ancien PDG du groupe ERIAD, ont également été entendus.

Les investigations ont porté essentiellement sur les infractions à la législation relative à la monnaie et au mouvement des capitaux de et vers l'étranger et conclusion de marchés et de contrats grâce à l'autorité et l'influence de l'agent public dans le but d'obtenir des avantages.

(LE SOIR D'ALGERIE)

*Les montants en dinar (DZD) ont été convertis en Dollar (US) au taux officiel du 15.02.2020*

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional d'Alger (adresser les demandes à).  
Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional d'Alger s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique Régional d'Alger

Adresse : 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

Rédigée par : Darine Chenine

Revue par : Denis Le Fers